



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU FINISTERE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAULIN

Compte-rendu de la réunion de la Commission Locale d'Information et de surveillance de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères de Carhaix-Plouguer organisée le 3 juin 2010 à la Maison des Services Publics Carhaix-Plouguer

Assistaient à la réunion de la commission locale d'information et de surveillance, présidée par M. le Sous-Préfet de Châteaulin :

- ❖ M. Christian TROADEC, Maire de Carhaix-Plouguer, Président du SIRCOB
- ❖ Mme Marie-Renée OGET, Députée, maire de Treffrin
- ❖ M. Hervé JOUANNIGOT, Conseiller municipal de Trébrivan
- ❖ M. Yves LE FLOC, Vice-président du SIRCOB
- ❖ M. Patrick POULIQUEN, Directeur du SIRCOB
- ❖ Mme Cécile NAY, Maire de Gouézec, déléguée du SIRCOB
- ❖ Mme Magali PICHON, Secrétaire comptable du SIRCOB
- ❖ Mme Lise BOUILLOT, SIRCOB
- ❖ M. Philippe JUIGNET, DREAL – UT29 , Inspecteur des installations classées
- ❖ M. Jean-Paul COAT, ARS – D.T. Finistère, Ingénieur d'études
- ❖ M. François JACQUES, DDPP Finistère, Adjoint au Directeur
- ❖ M. Guy RENEVOT, DDTM – Police de l'Eau
- ❖ Mme Astrid CONTREMOULIN, Conseil Général du Finistère – Chargée de missions Déchets
- ❖ M. J.F. VAILLANT, Administrateur Eau et Rivières de Bretagne
- ❖ M. Bernard MOLINE, Novergie – Sita Grand Ouest
- ❖ Mme Marion PERDRIAU, Novergie – Sita Grand Ouest – service communication
- ❖ M. Philippe GIRAUDEAU, Directeur de la Société AAir Lichens
- ❖ M. Yves LE BRAS, du Comité de défense du site de Kervoazou
- ❖ M. Louis ROUZIN, CLCV
- ❖ Mme Sylvie PERRIN, Sous-Préfecture de Châteaulin

Absent excusé:

- ❖ M. Jean-Pierre OSMAS, UFC Que choisir

En préambule, Monsieur le Sous Préfet ouvre la session en remerciant les participants de leur présence et demande aux membres de la CLIS si le compte-rendu de la réunion du 23 juin 2009 recueille leur accord. Le compte-rendu de la précédente réunion ne suscitant pas d'observations, il est approuvé.

M. le Sous-Préfet annonce qu'un point presse se tiendra à l'issue de la réunion et invite les responsables du SIRCOB à présenter le rapport d'exploitation 2009.

1. Présentation du rapport d'activité d'exploitation par le SIRCOB (cf document transmis aux membres de la CLIS en annexe de l'invitation à assister à la présente réunion).

Monsieur Pouliquen, directeur du SIRCOB, débute la réunion en présentant le rapport d'exploitation et propose aux membres de l'interrompre si nécessaire.

En 2009, il a été constaté une diminution d'environ 3,5 % du tonnage annuel des adhérents. De façon globale, l'installation a bien fonctionné toute l'année, les normes de rejet ont été respectées. Le seul incident notable est le percement de la chaudière qui a entraîné un arrêt supplémentaire (mai/juin) aux arrêts techniques programmés de l'UIOM, portant au total à 6 le nombre d'arrêts de l'installation au cours de l'année 2009.

Monsieur Pouliquen ajoute, au chapitre des consommations diverses, que :

- l'achat de courant à EDF est modeste et est nécessaire lors des arrêts techniques, l'usine ne fournissant plus d'énergie. La production d'électricité permet une autonomie de fonctionnement de 93 %.
- l'augmentation de la consommation d'eau de ville correspond au volume d'eau supplémentaire consommé lors du perçage de la chaudière.
- la consommation de sorbalite (réactif pour le traitement des fumées) est stable et est d'environ 17,5 kg par tonne d'ordures incinérées (moyenne 2004 à 2009).
- le tonnage de ferrailles récupérées est en diminution grâce à un meilleur tri pratiqué par les usagers. Il faut noter que les ferrailles sont reprises dans le cadre des contrats Eco-Emballages passés avec les Communautés de Communes et les Syndicats adhérents au SIRCOB et elles sont reprises par la société Guyot Environnement à Brest. De plus, elles ne sont pas stockées sur site et sont évacuées dès qu'un caisson est plein.

Le tonnage des mâchefers est en diminution du fait d'une part d'une diminution du tonnage traité et d'autre part d'un meilleur tri des usagers de leur poubelle, en particulier le tri des boîtes de conserves que l'on retrouve dans le tri sélectif.

Les mâchefers sont analysés conformément à la réglementation tous les mois (perte au feu) et tous les trimestres (caractérisation complète) et les résultats sont communiqués aux membres de la CLIS et à l'Inspection des ICPE. Les quatre caractérisations complètes de l'année 2009 classent les mâchefers en catégorie " M " (paramètres déclassants " fraction soluble " et " COT ").

De plus, les mâchefers ne sont pas stockés de manière prolongée sur le site de l'usine. Ils sont évacués dès que leur tonnage permet le remplissage d'un semi-remorque et, durant l'année 2009, ils ont été traités et éliminés sur l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) de la société Charrier à la Vraie Croix dans le Morbihan.

Monsieur Le Bras intervient en faisant remarquer que les mâchefers sont utilisés lors de la réfection des routes (notamment celle de Maël Carhaix) sous forme de " bitume froid ". Monsieur Pouliquen précise qu'il n'y a pas eu de vente de mâchefers pour la réfection des routes et Monsieur Troadec indique que le SIRCOB ne peut pas être tenu responsable de l'utilisation faite dans le cadre de la revente.

Sur ce point, Monsieur Juignet fait état des dispositions de la circulaire ministérielle du 9 mai 1984 actuellement en vigueur, laquelle pourrait toutefois prochainement évoluer. Les mâchefers sont aujourd'hui classés en trois catégories en fonction des résultats de leur caractérisation complète (moyenne glissante des 7 derniers résultats successifs) :

- V : valorisable
- M : de qualité intermédiaire dite maturable
- S : de mauvaise qualité faisant nécessairement l'objet d'un stockage.

Il signale que les modalités de mise en œuvre des mâchefers valorisables – directement ou après maturation – en techniques routières et assimilées sont définies au travers de cette circulaire s'agissant en particulier des précautions minimales à mettre en œuvre vis-à-vis des risques de pollution des eaux.

Monsieur le Sous Préfet s'interrogeant sur l'utilisation des mâchefers S, Monsieur Pouliquen indique qu'ils servent à stabiliser les casiers de stockage de déchets au sein de l'ISDND de la Société CHARRIER. De plus, pour ce qui concerne la caractérisation des mâchefers (test de potentiel polluant selon la circulaire précitée), Monsieur Juignet précise que les analyses des éluats de 3 lixiviations successives de ces matériaux sont effectuées pour la détermination des paramètres requis et que la somme des 3 valeurs donne – par paramètre - le résultat final. Il précise également que les métaux lourds sont bloqués chimiquement dans les mâchefers classés valorisables, appelés aussi " à faible fraction lixiviable ".

Monsieur Rouzin posant une question relative au lieu de traitement dans le Finistère, Monsieur Juignet précise que Concarneau est autonome (maturation des mâchefers sur le site de l'UIOM), que les mâchefers de l'UIOM de Brest vont être acheminés (mi 2010) sur la nouvelle plate-forme exploitée par la Société SCORVALIA à PLABENNEC et que Briec et Carhaix exportent les mâchefers en dehors du département.

Les analyses des REFIOM sont conformes aux critères pour leur acceptation en tant que déchets " dangereux " sur l'Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD) appartenant à la société SECHE à Laval dans laquelle tous ces matériaux ont été évacués en 2009. Il faut noter qu'ils sont en diminution de 11,31 % par rapport à 2008 (957,30 tonnes en 2009 – 1065,64 tonnes en 2008).

Concernant les contrôles annuels des rejets atmosphériques de l'usine d'incinération, M. Pouliquen précise qu'en ce qui concerne les analyses dans les rejets de fumées, tous les paramètres mesurés respectent l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation d'exploitation du 31 mars 2006.

Monsieur Juignet fait remarquer que les résultats sont obtenus, lors de ces campagnes, sur une période de mesures de 30 minutes, à comparer aux valeurs limites d'émission (VLE) correspondantes moins sévères que celles prescrites sur 24 heures. Durant la 1^{ère} campagne 2009, les résultats en HCI et en poussières totales (10,9 et 10,8 mg/Nm3 pour des VLE de 60 et 30 mg/Nm3 respectivement) sont de ce point de vue satisfaisants mais doivent alerter l'exploitant de l'UIOM au regard des VLE sur 24 heures (10 mg/Nm3 sur ces paramètres). Cette situation, laquelle ne s'est pas renouvelée durant la 2^{ème} campagne 2009, a été confirmée au SIRCOB dans le cadre de la visite effectuée par l'Inspection des ICPE le 6 novembre 2009.

Madame Oget observe qu'il y a peu de moyens pour répondre aux inquiétudes de la population et demande une meilleure lisibilité pour les citoyens.

Monsieur Pouliquen continue la présentation avec le suivi environnemental. La campagne de mesures est à sa 4^{ème} année pour les métaux lourds et sa 3^{ème} année pour la recherche de dioxines/furannes. Les résultats de cette nouvelle campagne sont semblables aux précédents et ne mettent pas en évidence d'effets particuliers de l'usine sur le milieu naturel. Monsieur Le Bras met

en doute l'efficacité de ces mesures puisque les prélèvements de lait sont effectués sur une exploitation qui n'est pas sous les vents dominants.

Monsieur Pouliquen admet que cette exploitation, choisie en concertation avec les services vétérinaires en fonction des possibilités locales, est un peu à l'écart des vents dominants mais rappelle que l'analyse des lichens pallie cet état de fait.

Monsieur Giraudeau apporte des précisions quant au suivi environnemental. Les mousses sont des organismes différents des lichens car leurs cellules saturent par accumulation alors que celles des lichens s'équilibrent avec la qualité de l'air ambiant. Il y a deux bases de références pour l'interprétation des résultats :

- Le bruit de fond lié aux activités humaines en particulier de combustion s'agissant des dioxines/furannes (ex. feu de jardin, feux sauvages) – valeur ici retenue de 2,5 pg I-TEQ/g pour les dioxines/furannes ;
- Des valeurs seuils : première valeur ici retenue de 20 pg I-TEQ/g pour les dioxines/furannes.

A Carhaix, les vents dominants sont de secteur Sud Ouest. Monsieur Giraudeau précise que les valeurs mesurées dans les lichens mettent en évidence des retombées en dioxines/furannes faibles et peu significatives (au plus 5,2 pg I-TEQ/g) et des retombées en métaux modérées (aucune retombée significative de plomb et de mercure en particulier, présence aléatoire de cadmium en un seul point non attribuable à L'UIOM). Au final, les retombées liées à l'UIOM ne sont pas détectables ou sont peu détectables et les dioxines/furannes et métaux demeurent à des concentrations inférieures aux niveaux susceptibles d'entraîner des conséquences pour les populations.

Monsieur Le Bras faisant remarquer la destruction des fruits et légumes sous les vents dominants et demandant des recherches sur les sols, Monsieur Giraudeau fait remarquer que les dioxines ne tuent ces végétaux. Si des analyses complémentaires de sols s'avéraient devoir être pratiquées en dépit des conclusions du suivi environnemental actuel (lichens et lait de vaches) de l'UIOM, Monsieur Juignet précise notamment que les recherches doivent être faites sur des sols non remaniés et non agricoles depuis plusieurs années pour une bonne représentativité des prélèvements.

Monsieur le Sous Préfet précise que, suite aux mesures faites sur les bêtes, il s'est avéré qu'il s'agissait de problèmes liés à la leptospirose et qu'il s'agissait de problème de santé animale pure.

Monsieur Jacques précise qu'un suivi sanitaire a été mis en place. Le taux de graisse est inférieur au seuil de mise à la consommation préconisé par l'OMS. Un protocole " lichens " a été mis en place et fonctionne. Il n'y a pas de source identifiée.

Madame Oget reconnaît qu'il s'agit d'un sujet sensible et que des améliorations considérables ont été réalisées. Néanmoins, elle s'interroge sur la relation " cause à effet " pour des cas de cancer.

Monsieur Troadec signale qu'il y a un principe de précaution et qu'il faut faire confiance aux experts. Monsieur Le Bras fait observer que, si des gens se plaignent, il faut trouver des volontaires pour effectuer des analyses sanguines. Madame Bouillot partage l'avis de Monsieur Troadec en faisant confiance aussi bien aux chiffres qu'aux experts.

Madame Oget demande de vérifier le lien de causalité avant d'affirmer les faits par une analyse effectuée par des médecins. Monsieur Coat indique que des études ont été réalisées par l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) en collaboration avec l'Agence française de sécurité sanitaire

des aliments (Afssa). L'objectif principal était de préciser si les populations résidant autour d'usines d'incinération étaient plus imprégnées que celles qui en étaient éloignées et d'évaluer la contribution de l'alimentation produite localement à cette exposition. Il les communiquera par messagerie et elles seront annexées au présent compte-rendu.

Monsieur Juignet rappelle que, avant les années 2000, il n'y avait habituellement pas de suivi environnemental autour des UIOM. Ce suivi s'est progressivement mis en place autour des UIOM en particulier dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Toutefois, dans le contexte spécifique de l'UIOM du SIRCOB (arrêté préfectoral de prescriptions transitoires du 13/10/21000), ce dernier procède à un tel suivi depuis l'année 2001 permettant à ce jour de disposer notamment de 22 résultats d'analyses de lait de vaches pour la détermination des teneurs en dioxines/furannes, toutes inférieures au seuil d'intervention de 2 pg -TEQ/g de matières grasses fixé par l'Union Européenne. L'arrêté préfectoral autorisant actuellement l'exploitation de l'UIOM impose au SIRCOB, conformément à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, de réaliser une analyse semestrielle des dioxines/furannes dans les rejets atmosphériques et une analyse annuelle des dioxines/furannes dans le lait de vaches (outre les investigations à la même périodicité sur les lichens).

Dans les rejets atmosphériques, le taux mesuré de dioxines/furannes est largement inférieur au seuil réglementaire de 0,1 ng/Nm³ (0,003 et 0,004 mg/Nm³) et correspond à un rejet évalué à moins de 1 mg/an. En ce qui concerne le lait de vaches, le taux mesuré de dioxines/furannes (0,6 pg-TEQ/g de matière grasse) est nettement inférieur au seuil d'intervention précité ; il est également inférieur au seuil de 1 pg-TEQ/g de matière grasse, niveau cible aujourd'hui sans statut réglementaire, préconisé par l'Union Européenne.

En ce qui concerne le rejet des eaux, Monsieur Pouliquen indique que les eaux industrielles de l'usine sont récupérées dans une cuve en béton et sont réintroduites dans l'installation au niveau du canal à mâchefers. Il n'y a plus de rejet vers la station d'épuration. Pour ce qui est du bassin des percolats, y arrivent les eaux de surface de la déchèterie ainsi que les eaux de percolation de l'ancienne décharge. Toutes les eaux provenant du bassin sont pompées et refoulées vers la station d'épuration du Stanger. Le volume traité par la station d'épuration s'élève à 32 040 m³ correspondant à 1 068 heures de pompage.

Monsieur Pouliquen signale également que des analyses du ruisseau le Carbon ont été réalisées en mars et octobre 2009, en amont, au droit de l'usine et en aval. Les résultats ne font pas apparaître de pollution due à la présence de l'installation. De même, il ressort des prélèvements dans les piézomètres faits en mars et octobre 2009, qu'il n'y a pas de modification de la nappe phréatique d'une année sur l'autre.

Le rapport d'activité ayant été commenté dans sa totalité, Monsieur Pouliquen se propose de présenter les projets 2010.

2. Les projets 2010- 2011

Monsieur Moline intervient en indiquant qu'il est prévu une optimisation du traitement des dioxines/furannes et des métaux lourds des gaz de combustion de l'UIOM à partir de l'année 2010. Le système d'injection de réactif dans le traitement des fumées va être modifié et amélioré afin d'injecter séparément la chaux et le charbon actif. Ce procédé déjà en service dans d'autres usines permet de mieux doser les deux produits en fonction des analyses en continu des fumées. Il s'agit d'un investissement de 60 à 70 000 €.

Monsieur Pouliquen évoque également la mise en place d'un dispositif destiné à analyser les dioxines/furannes dans les fumées selon un procédé dit " semi-continu ". Il sera branché directement sur la cheminée avec une cartouche pendant 4 semaines, ce qui correspondra à 13 analyses annuelles en plus. La réalisation des travaux est prévue en 2011 car le SIRCOB entend anticiper sur la future réglementation qui va imposer aux installations la mise en place de ces appareils.

Monsieur Juignet précise qu'il s'agit d'une démarche s'inscrivant dans le cadre de l'évolution attendue prochainement de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ; elle fait l'objet de démarches similaires de la part des exploitants des autres UIOM du Finistère devant en particulier concourir – au plan général – à une meilleure connaissance des émissions de dioxines/furannes des installations concernées et à une transparence accrue sur ce sujet.

Monsieur le Sous Préfet conclut en rappelant la nécessité d'échanger dans la transparence et l'importance de signaler toute pollution constatée. Il précise que les études réalisées par l'Institut de Veille Sanitaire seront annexées au compte-rendu et communiquées aux membres de la commission.

L'ensemble des questions ayant été traité, M. le Sous-Préfet remercie les membres de la Commission locale de leur présence et de leurs interventions.

LE SOUS PREFET

Denis OLAGNON

